

bulletin hebdo



La terre et la paix

Managua, 16 octobre (ANN/Barricada). Le conflit de la terre qui se livre depuis plusieurs semaines dans les régions du centre et du nord appelle des mesures d'urgence. Le gouvernement vient enfin de former une commission nationale agraire, associant des représentants de tous les secteurs concernés, pour constituer une banque de terres disponibles et établir un plan d'attribution immédiate, dans les régions I, V et VI en priorité. Le conflit a déjà fait trop de morts et les paysans ne peuvent plus se contenter de promesses. Dans certaines zones, une concertation à la base s'est ouverte entre contras et paysans, mais de nombreux contras ont conservé en partie leurs armes et même, dans certains cas, leurs structures militaires, et l'insécurité règne. Les démobilisés doivent pouvoir revenir à la vie civile, avoir accès à la terre et retrouver leur identité de paysans. Le gouvernement est tenu de fournir aux pôles de développement le matériel, l'approvisionnement et l'assistance médicale qui leur font défaut. "Nous occupons des terres pour qu'on se rappelle de nous", disent les démobilisés. L'idée de former un parti politique intéresse surtout leurs chefs; eux, dans leur majorité, veulent seulement des terres pour travailler et vivre en paix.

Où en est la situation dans les régions "chaudes"? Des responsables politiques et paysans répondent et le cas de Waslala (voir bulletins précédents) est commenté par Orlando Núñez, ancien directeur du Centre de recherche sur la Réforme agraire, qui s'est rendu sur place.

RECHERCHER LE DIALOGUE

Une entrevue avec Germán Espinoza, dirigeant de l'Union des coopératives dans le département de Boaco (région V)

Barricada: Quand les occupations de terres ont-elles commencé ?

GE: Il y deux mois, des groupes de contras, poussés par les dirigeants locaux de l'UNO, ont voulu s'emparer d'exploitations d'Etat. Les travailleurs agricoles les en ont alors empêchés. A Camoapa, il y a eu d'autres occupations, mais il ne reste qu'une coopérative tenue par la contra. Au nord de cette localité, la contra à une forte base sociale et environ 1 500 démobilisés tiennent plusieurs coopératives. Notre conduite est de chercher le dialogue pour éviter un dénouement sanglant. Nous préparons une grande réunion à la fin du mois entre les paysans et les dirigeants

de l'UNO, en présence des églises catholique et évangéliques. Nous avons déjà pu parler avec les gros éleveurs de la région, affiliés à l'UNO, pour décider de l'avenir du centre de formation pour l'élevage de Rancho Rojo. Nous sommes parvenus à garantir la stabilité du projet tel qu'il a été éfni en 1984, celui d'un centre en propriété collective et ouvert à tous les éleveurs de la région qui veulent se former.

B.: En même temps que ces discussions à la base, y a-t-il eu dans la région des rencontres entre le gouvernement et la contra pour trouver des solutions ?

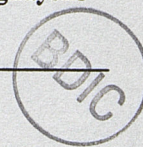
CE: Le gouvernement n'a pas la capacité ni les formes de gestion nécessaires pour mener ce type de discussion et les contras ne font pas confiance à ses représentants. Ils acceptent plus facilement de discuter avec les paysans.

SOMMAIRE

Nouveau brouillon du gouvernement

Les chrétiens nicaraguayens face à la crise

40 P 11481



UN FAISCEAU DE PROBLEMES

Une entrevue avec Carlos Morales, député sandiniste pour la région I (San Juan du Río Coco, Quilalí).

B.: Comment se manifeste la pression sur la terre dans la région nord?

CM: Au problème historique de la terre dans la région se sont ajoutées les demandes des démobilisés de la contra et celles des rapatriés qui commencent à arriver. La sécheresse est venue aggraver le tableau, ainsi que l'attitude revancharde de certains secteurs de l'UNO, en particulier des maires. Les maires de San Juan, Palacaguina et Quilalí n'ont pas cherché à résoudre les problèmes mais à dresser les paysans les uns contre les autres en prenant comme prétexte le manque de terres. Nous, les sandinistes, nous nous efforçons de trouver des solutions, de nouvelles sources de travail et de faire face à la sécheresse. Il y a des gens en situation d'urgence, sans travail, sans terres ou sans moyens pour les cultiver. Nous cherchons à les aider sans nous préoccuper de leur couleur politique.

B.: Où en sont les occupations?

CM: L'unique endroit où il y a des terres occupées est San Juan de Río Coco; le maire a incité les démobilisés à s'emparer de deux fermes d'Etat. Près de Quilalí, un ancien latifundiste essaie de récupérer son domaine, travaillé aujourd'hui légitimement en coopérative.

LA TENSION, LES ARMES ET LE MANQUE DE TERRES

Une entrevue avec Aníbal Rodríguez, dirigeant paysan de la région de Matagalpa (région VI).

B.: Après les événements de Waslala, quelle est la situation dans la région?

AR: Dans le pôle de développement numéro deux de Rio Blanco, les contras demeurent organisés militairement et attendent que le gouvernement leur attribue des terres. Il leur offre, au nord de Mulukukú, des exploitations abandonnées depuis longtemps par leurs propriétaires et qui sont aujourd'hui occupées légalement par des coopératives. Il y a cependant plusieurs cas encourageants, vers Rio Blanco, de groupes de démobilisés qui se sont intégrés à des coopératives. Dans la région de Rancho Grande, les choses vont également dans ce sens. Le délégué du ministre de l'Intérieur, Jaime Cuadra, est le principal instigateur des occupations de terres. Le dialogue avec les bases contras est facile. Avec les anciens chefs de bataillon, c'est différent, ils sont plus marqués politiquement. Il y a eu des rencontres positives avec les bases de *Franklin*, mais il y a encore du chemin à faire. Les contras qui suivent *Ruben* veulent continuer les occupations, mais à des fins politiques.

La pression sur la terre va augmenter avec la réduction des Forces armées; les démobilisés de l'Armée pourraient être confrontés à ceux de la contra dans la dispute pour la terre. Il y a des réactions de rejet car les contras qui réclament aujourd'hui des terres sont souvent ceux qui hier assassinaient des paysans de la région.

B.: Y a-t-il suffisamment de terres pour tous?

AR: Non, et c'est un problème sérieux. Certains contras demandent une centaine d'hectares par personne et cela est complètement irréaliste.

WASLALA ET LE DENOUEMENT DE LA GUERRE

Lorsque les délégations de Managua et de Matagalpa sont arrivées à Waslala pour essayer de mettre fin à une des manifestations les plus voyantes du conflit rural, 2 000 (des 8 000) habitants de la ville s'étaient réunis sur la place. L'assemblée était présidée par le maire, les représentants de l'Armée populaire sandiniste, du ministre de l'Intérieur, de la contra, du FSLN, de la police sandiniste et des Nations Unies.

Le maire, représentant de l'UNO qui en février dernier a obtenu sept fois plus de voix que le FSLN, prend la parole pour relater les événements et haranguer la foule. Celle-ci, composée en majorité d'anciens contras convoqués par le maire entend la version des faits qu'elle voulait entendre : la semaine passée, un petit groupe de sandinistes ont occupé les institutions gouvernementales, oubliant que la majorité de Waslala les avait rejetés par son vote; la population s'est alors enhardie à les expulser des bâtiments, puis de la ville même; ensuite, de milliers de citoyens favorables au gouvernement ont marché sur le commissariat pour le prendre, mais la police sandiniste a ouvert le feu sur eux, de même d'ailleurs que la propre police rurale de la Résistance; en fin de journée, les policiers et les soldats de la base militaire se sont retirés pour éviter l'affrontement avec la population.

Au milieu des cris qui réclament la dissolution de l'armée et le châtement des coupables, le représentant du ministère de l'Intérieur commence à parler: "Le gouvernement souhaite que l'ordre et la loi soient respectés. Ceux qui ont voulu prendre le commissariat sont aussi coupables que ceux qui ont occupés les institutions gouvernementales". Réactions négatives dans l'assemblée, vite suivies de hurlements de joie car le tour est venu pour le chef de l'Etat major de la Résistance, *Franklin*, de parler. Beaucoup ne le connaissent pas mais ont entendu parler de lui et l'écoutent avec ferveur: "La guerre est terminée, aujourd'hui nous sommes à nouveau tous frères. Nous regrettons que par ces temps de paix, il y ait eu encore des morts. Nous devons avoir le courage d'affronter la paix. J'ai perdu plus de 40 de mes parents dans cette guerre, mais je ne ressens plus ni haine ni rancune. Aujourd'hui, il nous faut travailler ensemble." Aux yeux de certains, ces paroles de réconciliation gran-

dissent le leader; pour d'autres, c'est la déception. "Si la guerre est terminée, pourquoi la police et l'armée ne disparaissent pas?" crient-ils. D'autres, désorientés, tripotent leur chapeau.

Un autre *caudillo* de la Résistance prend la parole: "Il y en a qui pendant la guerre n'ont pas tiré un seul coup de feu et qui aujourd'hui incitent au désordre et à la revanche. Moi, j'ai reçu 14 balles et j'ai fait le coup de feu dans toutes les montagnes. Mais aujourd'hui, l'envie m'en a passé". Les anciens combattants contras ruminent ces arguments pendant que des militants de l'UNO, déçus, commentent: "Et pourquoi ces commandants ne font pas pression sur le gouvernement pour qu'il désarme l'armée et la police?". "C'est ce qu'ils voudraient, ces salauds, pour pouvoir saccager et piller les coopératives", murmure un soldat de l'Armée sandiniste.

Lorsque les représentants de l'Armée et de la police parlent à leur tour, les esprits sont échauffés et confus. "L'armée n'est pas celle du FSLN mais celle de tout le peuple et elle est soumise au gouvernement. Nous sommes là pour faciliter le dialogue. Ici, l'UNO a gagné, ailleurs c'est le Front, mais les problèmes économiques sont les mêmes dans tout le pays et si nous nous reconcilions, nous les résoudrons plus facilement".

La commission décide que les contras devront abandonner les coopératives qu'ils occupent, que la terre non cultivée des coopératives sera partagée avec les démobilisés, que les terres privées ou d'Etat non cultivées seront remises aux paysans, sandinistes ou contras. Elle appelle les dirigeants sandinistes et contras à mieux contrôler leurs bases.

Le moteur de l'hélicoptère qui emmène la commission ne couvre pas complètement le bruit des coups de feu dans les collines. Sur les côtes, quelques paysans continuent à labourer. Les escortes des deux bandes ont les mêmes visages de paysans. La guerre a du mal à finir, alimentée aujourd'hui par le problème de la terre, du crédit, des intérêts bancaires. Les paysans restent avec leur incertitude et leurs souvenirs mal cicatrisés: la répression somoziste, le sang paysan, les infirmes des deux bandes dans une même famille, les promesses et la misère, Waslala et le dénouement de la guerre.

NOUVEAU BROUILLON DU GOUVERNEMENT

Managua, 19 octobre (ANN). Une semaine après s'être retiré, le Front national des travailleurs (FNT) s'est de nouveau intégré à la concertation le 18 octobre. Cette nouvelle session a été marquée par l'attitude de confrontation du secteur privé et la présentation d'un nouveau brouillon du plan économique du gouvernement, qui n'a rien changé de ses positions de fond. Le pessimisme l'emporte du côté des organisations sandinistes quant à

l'issue du dialogue national.

Le FNT est revenu à la concertation après que les syndicats qui le composent ont consulté leur base. La décision collective a été de revenir pour présenter un plan alternatif, qui prévoit de congeler le déficit fiscal à son niveau actuel, de ne pas licencier les fonctionnaires avant d'avoir relancé la production et créé des emplois.

Le gouvernement de son côté a présenté une nouvelle version de sa proposition, qui reste fondamentalement la même: réduire le déficit fiscal à zéro et l'inflation "au niveau international" par le licenciement d'un grand nombre de fonctionnaires. Alors que jusqu'à présent il avait présenté l'alternative licenciements ou réduction des salaires, cette fois-ci, ce sera les deux: départ "volontaire" des fonctionnaires avec un crédit pour monter une "micro-entreprise" et réduction de 10 % des salaires. Il demande une nouvelle trêve de 200 jours pour mettre en place son plan.

Le FNT a aussitôt réagi en soulignant qu'encore une fois, il est prévu que seuls les travailleurs fassent les frais du redressement. Quant aux micros-entreprises, il s'était déjà exprimé la semaine dernière sur la poudre aux yeux que constitue cette solution.

La séance du 18 octobre a été marquée par une forte attaque du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) à la fois contre le gouvernement et contre les travailleurs. Ces derniers ont été traités de "voleurs" et de délinquants". Quant à Violeta Chamorro, elle a été jugée vacillante et sommée par Ramiro Gurdian de "s'accrocher les pantalons" ou de partir. "Si vous faites un coup d'état, nous nous retrouverons dans la rue", a averti le FNT qui a répondu aux insultes en rappelant la manière dont le COSEP a fait passer à l'étranger de grandes quantités de dollars pendant la Révolution, "2,5 milliards de dollars selon ce que vous-mêmes avez reconnu".

Le COSEP, qui réclame un nouvel impôt pour combler le déficit, a en particulier remis en cause l'existence de la Commission agraire nationale, créée il y a peu pour régler les problèmes de terre et où il n'a pas de représentants. Il l'a accusée rien moins que de "couvrir le terrorisme" et d'être "nourrice des sandinistes". La jugeant illégale car elle a été créée en marge de la concertation, il menace de se retirer si elle n'est pas annulée. L'affaire a été passée à une sous-commission de la concertation.

La journée d'hier laisse présager de nouvelles difficultés alors que l'on s'approche d'une conclusion. Lucio Jiménez, coordinateur du FNT, a manifesté son pessimisme à la sortie de la séance d'hier. "Le gouvernement ne nous laisse aucune autre solution que de défendre les intérêts des travailleurs dans la rue". Pourtant, le gouvernement aurait bien besoin d'un accord avant la prochaine conférence des pays donateurs, qui aura lieu à Paris début décembre et où il va demander un nouveau financement.

LES CHRETIENS NICARAGUAYENS ET LA CRISE DE LA CIVILISATION

Managua, 15 octobre (ANN). Le centre oecuménique Antonio Valdivieso a fait paraître dans le quotidien *El Nuevo Diario* une longue contribution qui analyse la situation actuelle mais surtout trace les lignes de l'action à venir. Nous vous proposons une version réduite de ce document.

La défaite électorale a représenté un virage dans l'histoire du pays mais également une forte secousse pour nos consciences. Pour beaucoup de militants sandinistes et de compagnons internationalistes, c'est une expérience traumatisante, car pour eux le sandinisme n'est pas seulement un programme politique, mais aussi une perspective historique et un projet de vie.

Bien que le projet sandiniste ait des caractéristiques originales qui empêchent de l'assimiler au schéma marxiste léniniste, la crise actuelle n'est pas dissociable de celle du marxisme et du socialisme.

Comme les autres, les chrétiens révolutionnaires sont touchés par cette crise, mais en plus ils se sentent interpellés par "l'option pour les pauvres" qui les avait poussés à voir dans le marxisme et le sandinisme un chemin pour rendre l'amour chrétien historiquement efficace. C'est pourquoi le christianisme populaire et la théologie de la libération sont impliqués dans la crise actuelle.

La culture dominante de la démocratie libérale présente cette crise comme la caractéristique essentielle de notre époque et comme le pendant du "triomphe du capitalisme". Parler de triomphe, c'est ignorer la plus grande partie de l'humanité, le Tiers-monde. En effet, du point de vue des opprimés, le système capitaliste présente une crise non moins profonde et meurtrière.

Il s'agit donc là d'une crise de la civilisation qui frappe le capitalisme comme le socialisme et exige une alternative globale. Le Nicaragua, à cause de sa situation stratégique dans le conflit Nord-Sud, de son expérience révolutionnaire et de son haut niveau de conscience, représente à la fois un point névralgique et un poste d'observation privilégié pour comprendre la crise.

Un des phénomènes les plus significatifs observés depuis les élections est que beaucoup de militants chrétiens, qui s'étaient consacrés aux tâches révolutionnaires et éloignés de la communauté chrétienne, ont brusquement senti le besoin de retrouver les racines chrétiennes de leur militantisme et ont retrouvé dans la dynamique de la foi une source de fidélité et de créativité révolutionnaires.

Cette redécouverte les a souvent conduits à revenir dans leurs anciennes communautés, non comme dans un refuge mais comme dans un espace de réflexion et de recherche commune. Ainsi, paradoxalement, la défaite

électorale et la crise n'ont pas provoqué chez les chrétiens révolutionnaires le découragement et l'abandon, mais au contraire une conscience renouée de leurs responsabilités. Il s'est produit dans l'église populaire comme un nouveau commencement, un resurgissement de l'esprit des origines, enrichi par l'expérience de vingt ans de lutte. Au moment de la crise, cette confluence entre christianisme, marxisme et sandinisme qui nous avait tant enthousiasmés se réaffirme.

Cette exigence du retour aux racines chrétiennes de l'engagement révolutionnaire s'est exprimée dans de nombreuses déclarations de groupes chrétiens, catholiques, évangéliques, moraves, qui réaffirment leur fidélité au mouvement vainu. Elles convergent sur les points suivants:

- Pour les chrétiens et tous les militants révolutionnaires, il est essentiel de retrouver les raisons idéales, éthiques et religieuses de l'engagement politique et d'évaluer leur validité face aux nouvelles difficultés.
- Pour les chrétiens, le lien le plus profond entre la foi en Jésus et l'engagement révolutionnaire est l'option pour le peuple en tant que sujet historique.
- L'option pour le peuple comme sujet historique exige, au moment de la défaite, la fidélité au projet historique anti-capitaliste et anti-impérialiste de la Révolution populaire sandiniste; elle impose aux chrétiens révolutionnaires et à l'Eglise populaire de se situer dans l'opposition au gouvernement technocrate et bourgeois.
- L'option pour le peuple comme sujet est source de créativité pour l'engagement des chrétiens dans l'étape révolutionnaire qui s'ouvre.

L'OPTION POUR LE PEUPLE, SOURCE DE FIDELITE REVOLUTIONNAIRE

Nous sommes aux côtés du mouvement révolutionnaire non parce qu'il est le plus fort, mais parce qu'il représente les plus opprimés et les plus faibles; non parce que c'est sa cause qui va triompher, mais parce qu'elle est juste; non parce qu'il regroupe les vainqueurs de demain, mais parce qu'il regroupe les vaincus d'aujourd'hui. Cela ne signifie évidemment pas que notre lutte libératrice n'aspire pas à triompher; nous luttons pour vaincre, mais notre fidélité ne dépend pas de la victoire. C'est peut-être au moment de la défaite et de la crise que le militant éprouve l'authenticité et la profondeur de ses choix.

L'option pour le peuple comme sujet historique est aussi source de fidélité révolutionnaire car elle représente une vision très claire du système capitaliste. Elle relance un débat déjà clos par l'idéologie dominante, et qui risque de l'être aussi par la gauche: les raisons qui depuis deux siècles justifient la recherche communiste, socialiste,

marxiste d'une alternative globale ont-elles perdu ou non leur validité? Si la réponse, évidente du point de vue du Tiers-monde, est que ces contradictions, ces problèmes sont plus aigus que jamais, le moins que l'on puisse faire est de rejeter avec indignation la thèse de ceux qui estiment la recherche conclue et la question classée.

L'option pour le peuple comme sujet historique est source de fidélité révolutionnaire car elle impose de réaffirmer la position anti-impérialiste. Un peuple ne se réalise pas comme sujet historique s'il n'exerce réellement son autodétermination. Le conflit Nord-Sud, qui est le centre de l'histoire actuelle, le lieu principal où se décide le sens de cette histoire, est justement un affrontement entre les peuples et les empires, où se joue la souveraineté des peuples, c'est à dire le droit à leur histoire et à leur identité.

Opter aujourd'hui pour le peuple nicaraguayen comme sujet historique, c'est réaffirmer son droit à l'autodétermination et à la lutte contre l'administration états-unienne qui continue à le violer, avec la complicité du gouvernement actuel, des partis de la majorité et de l'entreprise privée. La position anti-impérialiste implique une lutte difficile non seulement contre la politique états-unienne mais aussi contre ses alliés de l'intérieur.

Actuellement, cette option ne se résume pas à la recherche d'un changement global. Les projets à moyen ou long terme ne sont pas suffisants, car les pauvres ne peuvent attendre: ils sont en train de mourir de faim et de maladie. Pour devenir sujet, le peuple doit d'abord survivre: avant de se préparer à la résistance morale, le peuple doit résister physiquement. Cela ne sert à rien d'avoir arrêté la guerre si nous ne pouvons arrêter la faim et les maladies, qui tuent davantage. Cela ne sert à rien d'arrêter l'inflation et de relancer l'économie si nous n'arrêtons pas la mort et si une partie importante de la population est exclue de tout avenir. Ce plan d'urgence est la priorité des priorités.

L'OPTION POUR LE PEUPLE, SOURCE DE CREATIVITE REVOLUTIONNAIRE

La fidélité à un projet révolutionnaire n'est possible que si elle est créative, capable de découvrir et d'explorer des chemins nouveaux. Les conditions objectives exigent du mouvement révolutionnaire la recherche d'une nouvelle stratégie. Celle-ci se caractérise en négatif par l'abandon de la lutte armée et la perte des instruments offerts par le pouvoir politicomilitaire. Positivement, elle se caractérise par la découverte de la non-violence. Concrètement, la non-violence est la force du peuple conscient, émergeant comme sujet historique, car la vérité, le droit, la justice et l'amour qu'elle contient deviennent une force historique dans la mesure où ils pénètrent la conscience des couches populaires et les poussent à se mobiliser.

Notre tâche éducative ainsi définie est essentielle non

seulement dans la phase pré-insurrectionnelle, mais de façon permanente. Les chrétiens sont appelés aujourd'hui à participer à cette tâche pour faire, comme dans les années 60 et 70, d'un peuple divisé et résigné un sujet révolutionnaire. Ce travail est difficile car le caractère violent et anti-démocratique du gouvernement bourgeois est beaucoup moins évident que celui de la dictature. Il sera cependant possible de le mettre en évidence par les faits.

L'apport spécifique de l'Eglise populaire à la construction du sujet révolutionnaire consiste à se constituer elle-même comme sujet populaire, en renforçant son autonomie tout d'abord par rapport au FSLN et aux autres organisations populaires, ensuite par rapport à l'Eglise institutionnelle.

L'autonomie par rapport à cette dernière ne signifie pas rompre juridiquement, mais créer les conditions d'une plus grande fidélité au peuple et à l'Evangile, en favorisant l'émergence de leaders séculiers, surtout ceux d'origine populaire, en concevant un plan de formation des cadres séculiers et populaires, en promouvant des ateliers populaires qui jouent un rôle actif et créatif dans la réflexion théologique.

Dans ce sens, nous voudrions définir quelques tâches:

- retrouver l'inspiration non-violente de la Révolution sandiniste
- contribuer à la reconstruction du sujet révolutionnaire
- contribuer à une authentique réconciliation nationale
- participer activement et de façon autonome au processus d'auto-critique de la Révolution
- contribuer à une nouvelle synthèse entre la tradition révolutionnaire et la tradition non-violente
- aider à la prise de conscience anti-impérialiste de la solidarité chrétienne internationale.

RETROUVER L'INSPIRATION NON VIOLENTE DE LA REVOLUTION SANDINISTE

L'élaboration d'une stratégie non-violente ne doit pas être vécue comme un repli imposé par la défaite, mais comme une chance d'approfondir l'origine non-violente de la Révolution sandiniste. Cette vocation, définie par Sandino comme le droit à la souveraineté, à la justice et à la vie, a été démontrée par trois éléments:

- la lutte armée pour en finir avec une dictature sanglante
- la générosité de la Révolution envers ses ennemis
- la lutte armée pour défendre le pays contre une invasion

Le retour à l'inspiration non-violente est important, car c'est le caractère populaire de la Révolution, qui fait d'elle un projet authentique et radicalement alternatif à la civilisation de la violence. Il est important également car la campagne internationale déchaînée contre le FSLN par l'impérialisme étatsunien, le gouvernement Chamorro, les partis de l'UNO et la hiérarchie catho-

lique se fonde sur sa désignation comme organisation guerrière et violente qui s'est imposée et maintenue par la force, tandis que la présidente Chamorro et l'UNO se présentent comme l'alternative non-violente. Pour récupérer un ample consensus populaire autour de son projet, le FSLN doit montrer aujourd'hui comme avant qu'il est contre la violence.

CONTRIBUER A LA RECONSTRUCTION DU SUJET REVOLUTIONNAIRE

Une des grandes leçons de la défaite, c'est que le peuple n'est pas spontanément révolutionnaire, mais qu'il le devient par un processus long et laborieux et que, de plus, s'il prend à un moment donné un engagement révolutionnaire, celui-ci ne doit pas être considéré comme acquis une fois pour toute. L'éducation populaire libératrice, qui est justement le processus de formation du sujet révolutionnaire, devient donc un axe de la stratégie non-violente, c'est à dire radicalement révolutionnaire. C'est un terrain sur lequel les chrétiens sont particulièrement présents.

CONTRIBUER A UNE AUTHENTIQUE RECONCILIATION

La réconciliation est au centre du débat politique et c'est la forme concrète du débat sur la violence et la non-violence évoqué plus haut.

Contribuer à une réconciliation authentique, c'est tout d'abord démasquer sa version chamorriste et bourgeoise, qui n'est qu'une adaptation au contexte nicaraguayen de l'idéologie libérale dont elle a le caractère violent et anti-populaire. C'est une tâche essentielle, qui démontrera que l'idéologie ecclésiastique, développée en particulier par le Cardinal Obando, coïncide exactement avec le discours de la bourgeoisie et sert les mêmes intérêts. Dans les mains de la hiérarchie catholique nicaraguayenne, la théologie de la réconciliation détient une arme contre le peuple et un instrument pour occulter le message libérateur de Jésus.

Les chrétiens révolutionnaires doivent lui opposer une théologie populaire et libératrice de la réconciliation. Nous faisons plus spécialement référence aux divisions au sein des classes exploitées, en particulier entre les paysans, à la guerre entre les pauvres qui ne provient pas d'intérêts antagoniques mais de conflits idéologiques ou corporatifs, ou de la subordination à des intérêts qui ne sont pas les leurs. L'apport de la spiritualité chrétienne peut être déterminant pour la réconciliation du peuple avec le peuple.

PARTICIPATION AU PROCESSUS D'AUTOCRITIQUE DE LA REVOLUTION

La vague de critique et d'autocritique au sein du FSLN est un signe à la fois préoccupant et encourageant. Pré-

occupant car elle révèle un climat d'autoritarisme, de peur et de conformisme, mais encourageant car elle vise à une rénovation et une démocratisation.

La critique la plus grave est sans doute celle qui concerne le décalage entre le discours du Front sur le peuple comme sujet du pouvoir et sa pratique. Non moins grave est la contradiction entre son inspiration non-violente et une pratique parfois autoritaire et répressive.

Nous, les chrétiens, nous avons reconnu à plusieurs reprises que nous avons manqué au devoir révolutionnaire de la critique et de l'autocritique; souvent parce que, comme Eglise populaire, nous n'avons pas été assez autonomes face au pouvoir révolutionnaire que nous soutenions. Egalement, l'Eglise populaire n'a pas suffisamment fait son autocritique pour vérifier si elle méritait ce titre qui l'honore tant.

La nouvelle étape nous verra plus autonomes du FSLN et des autres organisations populaires, plus attentifs à nos tâches spécifiques de chrétiens et plus fidèles au peuple par un effort constant de critique et d'autocritique.

COOPERER A UNE NOUVELLE SYNTHÈSE ENTRE LA TRADITION REVOLUTIONNAIRE ET LA TRADITION NON-VIOLENTE

Le besoin d'une stratégie non-violente naît des conditions objectives dans lesquelles se trouve le mouvement révolutionnaire nicaraguayen, décidé d'un côté à réaffirmer son projet et de l'autre à respecter le cadre démocratique constitutionnel. Une telle stratégie n'est pas évidente, puisqu'au cours de l'histoire la tradition révolutionnaire et la tradition non-violente se sont développées séparément et en opposition.

Cependant, on commence à penser aujourd'hui qu'une telle opposition est fondée sur de graves malentendus et sur un certain sectarisme. Le moment est peut-être venu d'ouvrir un dialogue qui implique une critique mutuelle et une mutuelle fécondation. La nécessité historique dans laquelle se trouve le Nicaragua le convertit en lieu privilégié d'une rencontre entre ces deux traditions et en laboratoire d'une nouvelle synthèse culturelle.

EVEILLER LA CONSCIENCE ANTI-IMPERIALISTE DE LA SOLIDARITE

Seule une alliance entre des peuples conscients constitue une force capable d'affronter l'impérialisme avec des chances de succès. Cette vérité est aujourd'hui source d'une profonde préoccupation, car, après la dissolution du "camp socialiste", la lutte anti-impérialiste des peuples, et particulièrement celle du Nicaragua, est devenue plus solitaire.

Le rôle de la solidarité devient donc très important pour

la formation d'un nouveau sujet international anti-impérialiste. Il doit se concrétiser par le renforcement dans chaque pays de mouvements de solidarité qui ne se sentent pas appelés seulement à soutenir une lutte juste, mais lointaine, mais qui identifient la relation Nord-Sud comme le lieu du conflit fondamental de notre époque, où se joue le sens de l'histoire mais aussi où chacun définit le sens de sa vie. C'est la communauté mondiale qui constitue le sujet anti-impérialiste, c'est à dire l'agent de transformation du monde.

Cela implique tout d'abord de provoquer une prise de conscience lucide, mais aussi tragique, de la violence criminelle que les pays riches, et en premier lieu les Etats-Unis, exercent sur les pays pauvres et qui est la source du bien-être et de la paix dont ils jouissent : leur faire découvrir le lent génocide dont ils sont complices. Evangéliser le monde riche est aujourd'hui la tâche des pauvres. Evangéliser le monde riche, c'est tout d'abord lui apprendre la terrible nouvelle que les pauvres meurent, c'est perturber sa tranquillité.

Durant les dix dernières années, le slogan de la campagne de solidarité était "Le Nicaragua doit survivre". La menace qui pesait alors sur le Nicaragua était celle de la mort politique. Aujourd'hui, la menace qui pèse sur les plus pauvres est celle de la mort physique. La solidarité est appelée à relancer cette clameur pour que le Nicaragua vive.

Mais au milieu de tant de difficultés, de souffrances, de déceptions, aux compagnons qui, dans le monde entier, ont vécu avec une profonde inquiétude la crise de notre Révolution, nous voulons manifester, comme militants et comme croyants, notre ferme décision de ne pas reculer. Nous voulons leur annoncer que la Révolution vit, que le Front sandiniste se renouvelle et se renforce, que le peuple se remobilise et qu'il se réaffirme comme sujet historique. Avec l'aide de la solidarité internationale, le Nicaragua veut continuer à être, au coeur de la crise, un signe d'espérance.

EN BREF

AU PILON. Le ministère de l'Education (MED) a ordonné de mettre au pilon 400 000 manuels scolaires utilisés jusque-là par les élèves du primaire. Le ministre Sofonía Cisneros avait condamné le "caractère politique" de leur contenu et la vice-ministre Hortensia Rivas s'était émue de l'aspect "très osé" des chapitres consacrés à l'éducation sexuelle. Plus d'un s'est scandalisé du fait que l'on jette des livres dans un pays qui en manque autant. Le mouvement de solidarité norvégien qui avait offert six millions de dollars pour l'édition de ces manuels a déclaré que cette décision pourrait affecter l'aide que son pays apporte au Nicaragua.

DES EMPLOIS POUR LES TORTIONNAIRES. La sécurité intérieure de la Banque centrale est assurée dorénavant par d'anciens contras sous les ordres d'un tortionnaire de la garde somoziste, Gustavo Pitterson. Leurs tâches comportent entre autres la surveillance serrée des militants syndicaux et l'intervention contre les grévistes en cas de mouvement social.

ATTENTAT. Le domicile de Jaime Cuadra, délégué du ministère de l'Intérieur à Matagalpa, a fait l'objet d'un attentat à l'explosif dans la nuit du 14 octobre. Alors qu'une radio locale pro-gouvernementale s'est empressée d'accuser publiquement certains dirigeants sandinistes, le FSLN a condamné énergiquement l'attentat, qui n'a causé que des dégâts matériels au garage. J. Cuadra est considéré par les paysans de la région comme un des principaux instigateurs des événements violents survenus ces dernières semaines.

COTON. Les pays scandinaves pourraient suspendre leurs programmes d'aide agricole avec le Nicaragua si le gouvernement maintient son projet de cultures extensives de coton, qui aura de graves répercussions sur l'environnement (épuiement des terres, emploi massif de pesticides, etc). C'est sur les conseils de la Banque Mondiale que le gouvernement veut revenir à cette culture d'exportation qui, exigeant de gros investissements, accélérerait avantageusement pour les latifundistes une concentration des terres dans la région du nord-ouest.

LE PLI DUR. Le courant Godoy l'a emporté au sein du Parti libéral indépendant (PLI) qui vient d'élire comme président l'ancien leader de la jeunesse somoziste, Wilfredo Navarro. Ces élections ont été dénoncées comme frauduleuses par le courant de Jaime Bonilla, qui n'a pu obtenir qu'elles se déroulent à bulletin secret.

BON APPETIT. Au cours de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre, le ministre de l'Education S. Cisneros a encouragé le peuple à ne pas s'inquiéter du problème de la faim car, at-il dit, "nous avons la nourriture de la parole de Dieu".

GREVES. Après un mois de grève avec occupation de leurs installations, les travailleurs de l'Entreprise nationale des bus (ENABUS) ont repris le travail sur une victoire : les 45 licenciés seront réintégrés et la convention collective respectée. Les travailleurs mèneront une décharge légale pour obtenir que l'entreprise leur soit re-

mise en coopérative. Les employés des banques, eux, ont radicalisé leur mouvement devant l'intransigeance du gouvernement face à leurs revendications sectorielles : les arrêts de travail échelonnés se sont transformés le 18 octobre en grève générale; les guichets ne seront ouverts que pour assurer le versement de leur paie aux travailleurs. Les employés des douanes viennent à leur tour de se mettre en grève.

MILITAIRES AU CHOMAGE. Le plan de réduction des Forces armées est prêt : 5 000 de leurs membres seront licenciés. Mais les cadres de l'Armée populaire sandiniste ont assuré que ce licenciement massif ne se ferait pas avant qu'un plan de reconversion ne soit proposé.

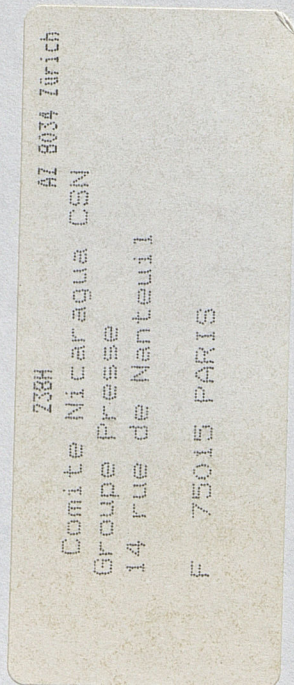
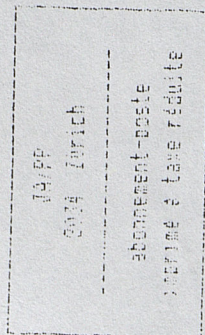
PAS CLAIR. Les travailleurs de la chaîne 2 de la télévision refusent qu'elle soit restituée au somoziste Sacasa. Le gouvernement refuse obstinément de rendre public le contrat passé avec lui. Par ailleurs, une enquête a été ouverte pour vérifier les accusations portées par *Barricada* selon lesquelles le directeur de la chaîne 6, C. Briceño, aurait importé du matériel à des fins personnelles en utilisant l'argent du Système national de télévision.

UNE VICTIME DEMANDE JUSTICE. La soeur du dictateur Somoza, se prévalant du décret présidentiel sur la restitution de biens à leurs anciens propriétaires, réclame une partie des biens de la famille, confisqués par la Révolution : terres, résidences, usines, banques, etc; le dictateur possédait environ un quart des richesses du pays. Mais sa soeur a peu d'espoir: "Il y a un co-gouvernement avec les sandinistes et ceux-ci vont nous dire non".

EL SALVADOR. Le FMLN a lancé, le 17 octobre, une violente attaque contre les installations de la force aérienne, à 10 kilomètres de la capitale. L'action militaire s'est étendue aux quartiers populaires du nord de San Salvador. Le bilan n'en est pas encore connu. Le gouvernement a immédiatement fermé les radios après avoir averti la population des risques qu'elle courait si elle descendait dans la rue derrière "les organisations de façade de la guérilla".

GUATEMALA. La campagne électorale se déroule au milieu des assassinats politiques et des attentats. 5 des 13 candidats ont été menacés de mort et le dirigeant du parti de gauche de l'Union révolutionnaire démocratique, Humberto González, a été assassiné le 15 octobre. La Cour Suprême a invalidé la candidature de l'ancien dictateur Rios Montt, qui arrivait ces dernières semaines en tête des sondages. Le scrutin se déroulera le 11 novembre.

CHAIR A CANON. Le Honduras fera preuve de bonne volonté en envoyant 150 soldats pour participer aux forces du blocus contre l'Irak. La majorité des dirigeants politiques se sont opposés à cette décision du gouvernement. "Pourquoi nous, la nation la plus pauvre d'Amérique, irions-nous faire les clowns avec nos troupes dans un conflit qui ne nous concerne pas, alors que les pays développés n'en envoient pas?" a interrogé le dirigeant du Parti libéral, Maradiaga.



IMPRESSUM Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671.
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.
 Coordinateur: Martin Muheim.
 Téléphone: (41) 01/382'04'66. Téléx: (45) 817'585'158 com ch.
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino. Apartado 33, Zona 5, Managua.
 Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518 / CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900 / CHF 265; pour institutions: FF 1'286 / CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.